



## Séance ordinaire du jeudi 31 mai 2018

L'an deux mille-dix-huit et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Planification et aménagement durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Thierry BREYSSE, Michelle CASSAR, Catherine DARDE, Jean-Noël FOURCADE, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre RICO, Isabelle TOUZARD.

## **partie de la parcelle cadastrée BB n°337, sise commune de Vendargues - Extension de BIOCASH - Zone d'activités du SALAISON**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire de la parcelle cadastrée BB n°337, d'une contenance de 8332 m², sise commune de Vendargues, 160 avenue des Bigos, pour l'avoir acquise en 2012 auprès de la SNC LOGISTIS. Cette parcelle a été acquise à titre de réserve foncière en prévision du prolongement Est de la ligne 2 de tramway vers Vendargues et Castries.

Dans le cadre de l'extension de l'activité de la société BIOCASH située 350 avenue des Bigos à Vendargues, la SCI SALEJ, dont elle est le bailleur, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole en vue de détacher et d'acquérir une emprise de 4 000 m² sur la parcelle ci-dessus mentionnée, moyennant le prix de 216 000 € hors taxes. Ce prix est conforme à l'avis des Domaines.

La cession demandée n'est pas de nature à remettre en cause les projets de Montpellier Méditerranée Métropole sur ce secteur, notamment en matière de transports en commun.

La SCI SALEJ fait appel à deux sociétés de crédit-bail pour le financement de l'extension de l'activité de la société BIOCASH : la société FINAMUR, identifiée au SIREN sous le numéro 340 446 707 dont le siège social est situé 12 place des Etats-Unis, à Montrouge (92548), et la société BATIMAP, identifiée au SIREN sous le numéro 470 201 369B dont le siège social est situé 1 avenue Henri Becquerel, à Mérignac (33700).

Le projet d'extension de la société BIOCASH nécessite la réalisation de nouveaux bâtiments et par conséquent l'obtention d'autorisation d'urbanisme sur l'emprise appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole. Il est donc également proposé que la SCI SALEJ, ou tout tiers habilité par elle, soit autorisée, en tant que de besoin et avant régularisation de la présente cession, à procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme et de se les voir octroyer.

La réitération par acte authentique de la vente sera conditionnée par l'obtention des autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation des extensions de bâtiments projetées par la société BIOCASH.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la cession d'une emprise de 4 000 m², à détacher de la parcelle cadastrée BB n°337 sise commune de Vendargues, aux sociétés de crédit-bail FINAMUR, dont le siège social est à Montrouge (92) et BATIMAP, dont le siège social est à Mérignac pour la réalisation de l'extension de l'activité de la société BIOCASH, moyennant le prix de 216 000 € (deux cent seize mille euros) hors taxes ;
- autoriser la SCI SALEJ ou tout tiers habilité par elle à déposer en tant que de besoin et avant cession, les demandes d'autorisation d'urbanisme nécessaires et de se les voir octroyer ;
- désigner Maître BIANCHI, notaire à Bellegarde (30) en vue de la réitération de l'acte authentique de vente et de ses suites,
- dire que les recettes correspondantes sont inscrites au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 909 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix  
Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le  
\$Delib.report.AIRS\_CLI\_RAP\_DTE  
\_ACTE?date("dd/MM/yyyy")?  
string.short}

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 6 juin 2018  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20180531-42790-AU  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 06/06/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.